



LES CONSEQUENCES DES EVOLUTIONS DEMOGRAPHIQUES SUR LA VISION GÉOPOLITIQUE DE L'ESTONIE

Mémoire de géopolitique

du Commandant Raivo-Albert TILK

dans le cadre de l'étude dirigée "Géopolitique et démographie"

Directeur : Monsieur Jean-Claude CHESNAIS
de l'institut national des études démographiques

Avril 2002

LES CONSEQUENCES DES EVOLUTIONS DEMOGRAPHIQUES SUR LA VISION GEOPOLITIQUE DE L'ESTONIE

Sommaire

Partie I :

du XI^{ème} siècle à 1917

La population estonien; rivalites économique; le "bon temps" des Suédois; Estonie et Livonie provinces russes: 1721-1917; l'éveil de la nation estonienne: 1860-1885; le temps des factures; éléments démographiques

Partie II :

de 1918-1940 la première République

La guerre de libération; la première République; éléments démographiques

Partie III :

de 1940-1991 le temps d'occupation

Le temps du malheur ; l'Estonie soviétique ; langue et identité nationale ; société soviétique et conscience nationale ; le réveil estonien ; la révolution chantante ; confrontation Front populaire /Interfront ; la marche à l'indépendance ; éléments démographiques

Partie IV :

Le début du temps de l'Indépendance

Les premiers temps de l'indépendance; débuts d'une vie politique nationale; les russophones d'Estonie; relations extérieurs: une envie d'Europe; un petit dragon européen

LES CONSEQUENCES DES EVOLUTIONS DEMOGRAPHIQUES SUR LA VISION GEOPOLITIQUE DE L'ESTONIE

Table des matières

	Page
Introduction	4
<u>CHAPITRE I : du XI^{ème} siècle à 1917</u>	5
1.1 La population estonienne	5
1.2 Rivalités économique	6
1.3 Le “bon temps” des Suédois	8
1.4 Estonie et Livonie provinces russes: 1721-1917	9
1.5 L'éveil de la nation estonienne: 1860-1885	10
1.6 Le temps des factures	11
<u>CHAPITRE II : de 1918-1940 la première République</u>	13
2.1 La guerre de libération	13
2.2 La première République	13
<u>CHAPITRE III : de 1940-1991 la temps d'occupation</u>	16
3.1 Le temps du malheur	16
3.2 L'Estonie soviétique	17
3.3 Langue et identité nationale	17
3.4 Société soviétique et conscience nationale	18
3.5 Le réveil estonien	19
3.6 La révolution chantante	20
3.7 Confrontation Front Populaire/Interfront	20
3.8 La marche à l'indépendance	21
<u>CHAPITRE IV: Le début de temps de l'Indépendance</u>	22
4.1 Les premiers temps de l'indépendance	22
4.2 Débuts d'une vie politique nationale	22
4.3 Les russophones d'Estonie	24
4.4 Relations extérieurs: une envie d'Europe	25
4.5 Un petit dragon européen	25
Conclusion	27
Quel avenir pour l'Estonie ?	
Bibliographie	28

Introduction

Après cinquante ans d'absence, les Etats baltes ont fait leur réapparition sur les cartes politiques des atlas et plus timidement sur les rayonnages des librairies. Malheureusement cette présence n'est guère plus que symbolique et rares sont encore nos concitoyens qui ont acquis quelque expérience de la région. Pourrant, plusieurs bons guides ont été publiés et un petit courant d'affaires et tourisme s'est amorcé.

En 1992, peu après le retour à l'indépendance, nous avons publié une première édition de cet ouvrage, celle-ci a été favorablement reçue par le public. Fort de cet accueil encourageant, nous présentons au lecteur une nouvelle édition entièrement refondue. En cinq ans, les sociétés baltes ont beaucoup évolué et ce sont ces progrès, mais aussi les inévitables difficultés de ces Etats. Il convient tout d'abord de les situer géographiquement.

Les nations baltes occupent le long des côtes sud la mer Baltique une position stratégique à la jonction des aires d'expansion des peuples russe, allemand et scandinaves, situation qui explique en grand partie les vicissitudes de leur histoire. Installés sur ces rivages bien avant notre ère, ces peuples sont en fait les rescapés d'une longue évolution ayant saine une extrême simplification de la carte ethnographique de la région.

L'aire balte se présente comme une zone de collines assez boisées, prolongement des plaines et marais de l'Europe centre orientale. Aujourd'hui, depuis la renaissance des Etats baltes, la Russie ne communique plus avec la « méditerranéenne du Nord » que par une étroite zone côtière comprise entre Narva au sud de la Baltique, face en Scandinavie à laquelle la rattache de nombreux traits culturels et historiques.

En dépit de leurs origines ethnologiques différentes – l'Estonien est une langue apparentée au finnois alors que les Lettons et Lituanien s'expriment dans une langue de la famille indo-européenne – à maints égards, au plan sociologique, les peuples baltes appartiennent au même monde en tant qu'héritiers de la même histoire. C'est cette histoire qui explique l'atmosphère si particulière que perçoit immédiatement le voyageur. Celle-ci tient pour une bonne part à une très longue imprégnation étrangère (allemande - ou polonaise en Lituanie). En effet, l'importante société germanique (ou polonaise) n'est partie – bien contre son gré – qu'il y a moins de soixante ans, et la région en est encore intensément marquée. C'est d'ailleurs cet héritage qui explique le caractère incontestablement centre européen, voir occidental des peuples baltes. Par ailleurs, toujours avant 1940, la région et surtout le sud de celle-ci abrité des très importantes communautés juives et leur souvenir joue toujours un rôle important dans la culture locale et dans la manière dont celle-ci est perçue par le reste du monde.

Intégration nationale, mutation économique, apprentissage, ou reapprentissage, de la démocratie, tels sont les défis que ces Etats ont aujourd'hui à affronter simultanément dans un monde qui, lui-même en pleine crise, et hélas peu disposé à les écouter et encore moins à les aider de façon désintéressée. Chacun sait que, pour avoir quelques chances de réussir, une intégration régionale s'impose. De timides efforts en ce sens sont menés par les trois Etats au sein d'un organe de coordination dénommé Conseil de la Baltique.

Malgré le parallélisme de leurs destins récents, nous avons choisi de traiter chaque pays



séparément, tant leurs cultures et leurs évolutions récentes sont différentes.

Partie I : du XI^{ème} siècle à 1917

Le plus septentrional des trois pays baltes, l'Estonie, avec une taille comparable à celle de la Belgique, est aussi la plus petite (45 215 km²). Alors que sa côte ouest ouvre sur la Baltique (avec 3450 km de frontière maritime la silhouette du pays évoque la Bretagne) et qu'au Nord elle est séparée de la Finlande par 82 km de mer, une frontière terrestre de 633 km la sépare l'est de la Russie et au sud de la Lettonie. On divise généralement le territoire estonien en trois régions naturelles : La plaine du nord – autrefois seule appelée Estonie- au sol calcaire ou sablonneux peu fertile, au sud la Livonie du Nord, région vallonnée qui a toujours constitué un riche terroir agricole et enfin, à l'Ouest les grandes îles de Hiiumaa et de Saaremaa (3 662 km au total).

La population

En 1996, l'Estonie comptait 1 476 301 ha (dont 64,2% d'Estoniens) contre 1 116 000 en 1928 (dont 90% d'Estoniens). Des trois Etats baltes, c'est celui dont la population est la moins dense. Le pays traditionnellement connu pour ces campagnes riantes, d'où, peut-être la forte tradition écologique des autochtones. Les Estoniens de souche ont, jusqu'à une époque récente, été très majoritaire sur leur territoire ; ainsi, en 1937, ils représentaient 88% de la

population, les Russes, le second groupe ethnique ne comptant que pour 8% et les Allemands 1,5%.

L'Estonien appartient à la famille linguistique **finnois-ougrienne**, au même titre que le finnois et le hongrois

- L'alphabet - latin
- Langue officielle - **ESTONIEN**
- L'anglais, le russe et le finnois sont aussi parlés



Les Estes, ancêtres des Estoniens parlaient une langue appartenant au groupe ouralien (sous-groupe finno-hongrois) qui comprend notamment le finnois, le lapon, l'ingrien, le carélien et le hongrois ainsi que les parlers d'un certain nombre de peuples de l'Oural. La collaboration de linguistes et de paleo-botanistes a permis de dater avec une relative précision la zone d'origine commune et l'époque de divergence – par déplacement – des diverses communautés ouraliennes. Partis du nord de l'Oural, les Estes seraient arrivés sur le territoire de l'actuelle Estonie vers la fin du troisième millénaire avant notre ère. Certains s'y fixèrent et d'autres poursuivirent leur route jusqu'à l'autre rive du golfe de Finlande (les Finnois) ou du golfe de Riga (les Livons). La proximité de l'estonien avec le finnois – 50% de mots communs – milite en faveur de cette théorie.

C'est par les sagas scandinaves – les Varègues parcourent la région dès les VII siècles – que le nom des Estes entre au XII siècle dans l'histoire. A en croire les Suédois, c'était de rudes guerriers qui opposèrent une résistance acharnée aux envahisseurs Slaves du VIII au X siècles. Au XIII siècle (fin de l'âge du fer), la contrée, qui comptait quelque 150 000 habitants, était prospère de nombreuses forteresses le défendaient.

Rivalités économiques

A partir de l'an mille, le désir est vif parmi les Etats chrétiens du pourtour de la Baltique de christianiser ce riche région païenne et d'obtenir ainsi la maîtrise de la Baltique. Progressant partout en Europe orientale, les chevaliers Porte-Glaive (Schwertbrüderorden) répondant à un appel du pape (1193) entreprennent la conquête de l'Estonie (Estland) en 1208.

Après une terrible guerre. Et non sans l'aide du Roi Valdemar II du Danemark qui envoie un corps expéditionnaire de quelque 60 000 hommes, ils se rendent maître du pays en 1219 (bataille de Lindanisa). A l'issue de la guerre la région désormais surnommée Terra Mariana se trouva partagée, par arbitrage pontifical, entre le Danemark (du nord), les Évêques et les Porte-Glaive (au sud). Une fois implantées, les chevaliers germanique tentèrent de s'enfoncer dans l'hinterland russe ; ils furent stoppés sur les rives du lac Peipuos (Peipsi) en 1242 par une armée commandée par Alexander Nevski ; la frontière Nord-occidentale russe était désormais stabilisée et l'ouest réputé allemand. Cependant, même dominés, les autochtones (90% de la population) n'avaient pas renoncé à leurs libertés et des révoltes sanglantes éclatent périodiquement, culminant avec celle de 1346 (connue sous le nom de Rébellion de la nuit de la St George : Jûriôô ûlestôus) lors de laquelle les Danois de Valdemar IV Atterdag abandonnent le terrain aux Chevaliers Teutoniques (Deutsche Ritterorden) qui avaient récemment absorbé (1237) les Porte-Glaives. Malgré cette évacuation, l'influence danoise sera toujours sensible en Estonie et le nom même de Tallinn viendrait de l'Estonien Taani-Linn (forteresse danoise).

Une germanisation forcée du pays commença alors, les habitants, devenus vassaux des ordres et des évêques, souffrant tant de la rivalité entre ces deux pouvoirs que des guerres permanente des Teutoniques contre Lituanien et Russes. Cependant, aux frontières du domaine teutonique, la pression russe se faisait toujours plus forte, ; en 1483 la forteresse d'Ivangorod était érigée face à la celle estonienne de Narva. Battus par les troupes du Grand Maître W. von Plettenberg, les armées du tzar Ivan III conclurent finalement en 1501 une trêve de 50 ans qui, laissant les Germaniques poursuivre leur colonisation, ramena la paix dans le pays. Une classe urbaine de marchands et de colons allemands pénétra bientôt le pays, engendrant une population Baltendeutsch (Allemands baltes) qui pendant des siècles dominera la région.

Alors que les villes germanisées de Reval (Tallinn), Pärnu, Narva et Doprât (Tartu) membres depuis le XIV siècle de la Hanse (Deutsche Hansa), vivaient une période de prospérité , le peuple estonien – resté fidèle à sa culture d'origine – demeurait lui dans un état d'extrême pauvreté. Au XV siècle, les seigneurs allemand, maîtres absolus du pays, se constituèrent en Ordre de Chevalier et mirent en place un système féodal – original et tardif – avec de véritables serfs ou paysans héréditaires (« Erbbauern »).

Au point de vue religieux, la réforme née en Allemagne et diffusée suite à la conversion du Grand Maître de l'Ordre teutonique, trouva vite (1524) un écho dans les villes et, au milieu du XVI^e siècle, la doctrine de Luther était connue partout. Cette évangélisation offrit un prétexte au Tzar Ivan IV le Terrible, protecteur des orthodoxes, pour entamer contre la Livonie l'affreuse guerre qui, par un jeu d'alliances, devait avoir pour conséquence (1559) de donner le sud de l'Estonie (Livonie du nord) aux Polono-Lituanais et de mettre le nord (Estonie propre) sous « protection » suédoise. C'est l'époque où le terme région se voit attribuer à la seule partie centrale de la « vieille Livonie » comprise entre l'Estonie et la Courlande (Kurland).



A la veille de l'invasion germanique la population est estimée à environ 150 000 – 180 000 personnes. Malgré les pertes dues aux guerres ou aux mauvaises récoltes, elle atteindra 250 000 personnes vers le milieu du XVI^e siècle. C'est une population essentiellement rurale, la part des villes ne dépassant pas 5 à 6%.

Presque toutes les villes actuelles d'Estonie datent du XIII^e siècle. Par ordre d'importance ces villes sont Tallinn, Tartu, Narva, Pärnu, Viljandi, Haapsalu et Paide. Toute estimation de la population urbaine de l'époque ne peut être qu'approximative : on pense que Tallinn comptait en 1372 environ 4 000 habitants et peut-être 7 à 8 000 au milieu du XVI^e siècle. Tartu à cette époque devait compter de 5 à 6 000 habitants.

Le « bon temps » des Suédois : 1629-1710

La fin du XVI^e siècle et le début du XVII^e siècle voient d'abord Polonais et Suédois repousser ensemble les envahisseurs russes de l'est de la province. Puis, l'alliance s'étant muée en rivalité, une longue guerre polono-suédoise s'ensuivit, laquelle tourna finalement à l'avantage

des Suédois qui, en 1629, devinrent maîtres de l'ensemble de l'Estonie continentale. Cette paix laissa le pays en ruine car, à la guerre, s'étaient ajoutées famines et épidémies.

Les souverains suédois, et particulièrement Gustav II Adolphe, mirent alors en chantier les réformes les plus urgentes notamment en matière de justice, de structure agraire et d'enseignement (fondation de l'université de Tartu en 1632). La population (environ 350 000 habitants en 1695) en ressentit bientôt les bienfaits à tel point que cette époque a été qualifiée d'âge d'or des paysans baltes. La noblesse allemande conçut un vif mécontentement du comportement de Stockholm lequel ne fut peut être pas étranger au choix de son camp dans la « Guerre du Nord ». Ce conflit opposant Suédois et Russe se solda par disparition de la moitié de la population estonienne et par l'occupation russe (1710). La paix de Nystad qui, en 1721, entérina la victoire de la Russie et sa prise de possession de la Livonie et de l'Estonie lui donnant la « fenêtre sur la Baltique » qu'elle convoitait, soumit pour deux siècles ces provinces à la paix russe.

Sur le plan démographique, la population a connu d'importantes fluctuations dues aux quatre catastrophes que le pays a supportées entre 1561 et 1710 : la guerre de Livonie, la guerre polono-suédoise au début du XVII^e siècle, la famine des années 1695-1697 et la Grande Guerre du Nord. Après 70 ans de troubles et de dévastations, vers 1640, la population de l'Estlandie était estimée à 60 ou 70 000 personnes et avec celle de la Livonie du Nord à 120 000 -130 000 habitants. Cependant les cinquante années suivantes qui furent relativement paisibles, virent une très nette augmentation de la population due à une forte natalité et aussi à une importante immigration assez facilement assimilée de Finlandais, de Russes, de Lettes et même de Lituaniens. Vers le milieu des années 1690 la population était remontée à environ 350 000-400 000 habitants. Mais la grande famine de 1695-1697 provoquée par des pluies et des gels exceptionnels fit périr près de 20% de la population et c'est sur une paysannerie affaiblie que s'abattirent les épreuves de la Grande Guerre du Nord.

La Guerre de Livonie avait gravement entravé le développement des villes dont la population ne cessa pendant 250 ans de diminuer par rapport à l'ensemble du pays. A la fin du XVII^e siècle, Tartu ne comptait plus que 2 300 habitants. Seule la capitale Tallinn vit le nombre de ses habitants augmenter jusqu'à 11000.

Estonie et Livonie provinces russes : 1721-1917

Reconnaissant envers la noblesse locale, Pierre le Grand, confirma les privilèges nobiliaires anciens. Comme dans l'ensemble de l'empire russe, vers 1775, les paysans étaient devenus une simple marchandise, de véritables esclaves. A la fin du XVIII^e siècle et surtout au début du XIX^e, sous le règne libéral du Tzar Alexandre I (1777-1825), la situation des serfs connut une certaine amélioration ; ceux-ci restaient attachés à la terre, mais leurs maîtres ne pouvaient plus ni les expulser ni les vendre. Ils avaient désormais le droit d'être propriétaires de leurs biens et de les transmettre à leurs enfants. Par ailleurs, leurs obligations étaient expressément stipulées. E revanche, les villes, isolées du reste de l'empire par une barrière douanière, stagnaient.

En 1816 (nord) et en 1819 (sud) sous l'influence de l'universitaire d'origine montbéliarde G.F. Parro, le servage fut aboli. La situation des paysans ne s'améliora pas pour autant, les « barons baltes » (Junkers) conservant un pouvoir limité sur les terres et, vers 1840, des jacqueries secouèrent le pays. De nombreux ruraux adoptèrent à cette époque la religion orthodoxe (65000 convertis en 1848) espérant ainsi, à l'instar des Russes, recevoir du tzar des terres libres.

De 1849 à 1860 plusieurs lois vinrent accorder aux paysans baux à long terme et exonération de corvées ; plus significatif encore, la justice seigneuriale, si implacable pour les paysans, fut supprimée. En 1861, l'abolition du servage dans l'empire vint confirmer ces avancées sociales locales. Pendant cette période, pour des raisons évidentes, les patriotes estoniens avaient tendance à « jouer » les Russes contre Allemands.

Jusqu'à XIX^e siècle les villes se sont peu développées. Tallinn ne comptait en 1782 que 10000 habitants et Tartu 3 500 environ. La population urbaine ne représentait que 5% de l'ensemble, moins qu'au Moyen Age. Les autres bourgs, encerclés par les propriétés seigneuriales, n'étaient que de gros villages.

Depuis que la paix régnait, la population avait crû de façon notable, sans que l'immigration y jouât un rôle important. On estime que la population estonienne avait rattrapé vers 1760 le niveau d'avant la Grande Guerre du Nord. Grâce aux recensements périodiques de la population soumise à la capitation, on constate que le nombre des habitants augmente constamment, surtout pendant les deux décennies qui ont suivi l'abolition du servage, pour atteindre vers 1850 environ 750 000 âmes, dont 60% habitaient les terres plus riches de la Livonie du nord.

Vers 1780 on pouvait considérer que la population se répartissait entre 50% de fermiers, 25% de travailleurs sans terre, 15% vivaient dans les villages et 10% étaient serviteurs au artisans. La noblesse, elle, représentait 1% de la population et le clergé moins encore.

La part des villes dans la population restait faible : 5% en 1782, c'est-à-dire proportionnellement moins qu'au Moyen Age. En 1862, 8,7% le progrès n'était pas considérable. Quatre villes seulement dépassèrent cinq mille habitants : Tallinn (20 630), Tartu (13 862), Narva (8 144), et Pärnu (6 690). Mais, ce qui est très important, avec les nouvelles lois et quelle que soit la résistance des guildes qui surveillaient l'installation en ville des non-Allemands, la composition de la population changea. Jusque dans les années vingt du XIX^e siècle, les Allemands représentaient la majorité des habitants dans presque toutes villes. La situation s'inversa entre 1820 et 1850, presque partout les non-Allemands, les Estoniens surtout, devinrent majoritaires, à Tallinn en 1844, à Tartu vers 1860. Mais jusqu'à cette date, la structure urbaine se modifia peu, car le contrôle des affaires municipales restait dans les mains des riches marchands allemands, alors que les nouveaux arrivants fournissaient une main-d'œuvre le plus souvent non spécialisée et peu coûteuse. Le budget des villes était alimenté par les taxes personnelles que payaient les marchands, les bourgeois et les artisans estoniens et russes qui représentaient désormais environ 80 à 90% de la population urbaine.

L'éveil de la nation estonienne : 1860-1885

Même si la masse de la population ignorait encore tout d'un quelconque sentiment national, en 1739, la bible était traduite en estonien et, vers la seconde moitié du XVIII^e siècle, des lettrés, grammairiens et linguistes avaient codifié une langue jusqu'alors parlée seulement par des ruraux (souvent alphabétisés par les écoles paroissiales depuis 1689). Grâce à la mise en place d'un important réseau d'écoles, en 1780, près de 50% de la population était alphabétisée. A partir de 1838, une Société Savante Estonienne – réunissant beaucoup d'Allemands – les « estophiles » - coordonna l'essor culturel.

Recueillant et diffusant contes, légendes et chansons, les premiers intellectuels estoniens tels Faehlmann, Kreutzwald sont lus avec ferveur par la bourgeoisie autochtone naissante. En 1862 une épopée nationale, le Kalevipoeg, proche du Kalevala finnois, est publiée par Kreutzwald sur la base de collectes de réécrits et chants paysans. Elle a aussitôt un grand

succès. La poétesse Lydia Koidula enflamme les esprits par ses écrits patriotiques alors que le romantisme national triomphe avec « Tasuja » (le Vengeur, 1880) d'Eduard Bornhôte.

La naissance d'une presse nationale avec le Pernô Postimees, créée en 1875 par J.W. Jannsen et devenu ultérieurement Eesti Postimees ou , plus significatif encore, le Sakala de Jakobson à Viljandi (1878) , ce dernier diffusant des idées nationalistes hostiles aux Junkers, attire la population qui lit de plus en plus... mais encore bien souvent en allemand et forge une idéologie nationale ruraliste- conservatrice. En 1871 sur une population total de 29000 habitants, Reval compte 34% d'Allemands contre 52% estoniens.

Un progrès considérable est par ailleurs réalisé en matière d'instruction. C'est aussi l'époque où naissent Sociétés de tempérance et Fêtes du chant – le premier à lieu à Tartu en 1869 – réunissant des milliers de participants, qui avec les progrès du chemin de fer, permettront la diffusion du sentiment national. La riche Livonie du nord (surtout la ville de Viljandi) sont à la pointe du combat.

Cet effort, très soutenu par les enseignants (en 1895, 97% de la population d'Estonie est alphabétisé), est frappé de plein fouet par une vague de russification – visant théoriquement surtout la langue allemande – qui commence en 1881 avec le règne du Tzar réactionnaire Alexandre III (en 1890 le russe remplace l'allemand à l'université de Tartu). La langue de l'Empire devient obligatoire dans l'administration (au recensement de 1897, l'Estonie comprend 89% d'Estoniens, 5,07% de Russes, 3,90% d'Allemands et 2,03% de divers), les tribunaux et les écoles. Enfin la Société des Ecrivains Estoniens, noyau activiste du mouvement, est dissoute. Le découragement grandit, en 1883 l'élan national semble brisé et un mouvement « russificateur » apparaît symbolisé par Ado Grenzstein (1849 – 1916) rédacteur en chef de Olevik (Temps présent).

En pratique, ces mesures maladroites auront en fin de compte surtout pour effet de réorienter le patriotisme local qui, faute d'autres moyens d'expression, se consacre à une économie alors en pleine expansion. Des coopératives agricoles naissent, libérant les paysans des réseaux de distribution allemands, un commerce de gros national, une marine marchande, une industrie (métallurgie, papier, textile...) voient le jour. Enfin, la création d'une Caisse d'Épargne Estonienne (1902) vient mobiliser les économies populaires.

Signe d'une évolution profonde, en 1904, la majorité du conseil municipal de Tallinn revient aux Estoniens. Mais, cette forte industrialisation (essentiellement allemande d'ailleurs), à mesure qu'elle réveille la conscience nationale (on pense alors en terme d'autonomie) et renforce le potentiel économique du pays, accroît sa dépendance vis-à-vis de la Russie, à la fois marché et pourvoyeur de matières premières. Politiquement l'opposition gauche-droite se développe à mesure que croît la force du mouvement ouvrier.

La population continua de croître, même si le rythme de la croissance se ralentit un peu. Grâce aux recensements impériaux, nous avons des données précises : en 1881 la population totale de l'Estlandie et de la Livonie du Nord était de 881 455 habitants dont 90% se déclaraient de nationalité estonienne. Parmi eux à peine 1% indiquait qu'ils parlaient une autre langue que l'estonien et c'était toujours l'allemand. La connaissance de cette langue était plus répandue en ville (7,3% des Estoniens habitant en ville) qu'à la campagne.

En 1897, la population atteignit 958 351 habitants (sans compter Narva, rattachée à l'arrondissement de Saint-Pétersbourg) dont 90,6% se disaient estoniens, 3,9% russes et 3,5% allemands. La croissance démographique fut légèrement freinée par un phénomène nouveau,

l'émigration. Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, les paysans n'avaient pas le droit de quitter les terres où ils travaillaient, mais depuis la loi de 1863, ils pouvaient s'établir librement dans l'Empire. Comme partout, ce sont des raisons économiques qui poussaient à émigrer ; les paysans sans terres représentaient le plus gros contingent de ceux qui allaient s'installer d'abord au plus près dans les régions de Saint-Petersbourg, de Pskov ou de Vyborg, mais aussi sur la Volga et même dans le Caucase. Vers 1891 environ 150 000 Estoniens étaient établis hors de leurs provinces natales. Quelques Allemands aussi émigrèrent, ils s'installèrent en Prusse orientale, en Saxe ou Poméranie, depuis que le Reich allemand avait été proclamé en 1871. Sentaient-ils que la société changeait peu à peu ? Sans doute les Germano-Baltes tenaient-ils toujours l'ensemble des leviers de commande, mais leur pouvoir politique était contesté par le gouvernement russe, même si celui-ci appréciait leurs qualités administratives et d'organisation. Cependant, quelque fût leur mépris pour les « indigènes », ils ne pouvaient pas ne pas voir que ce qui empiétait sur leurs anciennes prérogatives, dans les villes comme dans les campagnes.

Dans les villes et leurs faubourgs où se développaient les usines et les manufactures, la population augmenta rapidement : de 1862 à 1897 le nombre des citadins tripla, passant de 64 031 à 189 582 (soit 19,3% de la population totale). Tallinn (64 572 hab.) et Tartu (42 308 hab.) restent les villes les plus peuplées avant Narva (29 882 hab.). Devant l'afflux de nouveaux habitants venant de la campagne ou de Russie, la part des Germano-Baltes, longtemps majoritaires dans les villes, diminua ; ils ne représentaient plus que 20% de la population à fin de siècle. Les Allemands refusèrent de participer à l'administration russe qu'à partir de 1885 s'installa en Estlandie parce qu'il fallait apprendre la législation et la langue russes. Ce furent les Estoniens qui complétèrent ce corps, si bien qu'en 1897 ils représentaient 52% des fonctionnaires impériaux de leurs provinces, alors qu'en 1881 ils n'étaient que 5%.

Le temps des fractures

En Estonie, comme dans les autres régions de la frange occidentale de l'Empire, la Révolution de 1905 fut l'occasion de très sérieux troubles. Ceux-ci furent impitoyablement réprimés, les libertés, d'abord accordées par le Ministre de l'intérieur russe, de Witte, furent vite réduites (1906) par Stolypine. Pour échapper à la déportation de nombreux intellectuels choisirent alors de s'exiler.

Toutefois, la progression sociale des Estoniens (alors au nombre d'un million) était désormais inéluctable ; phénomène significatif, l'élément national l'emporta bientôt sur l'allemand dans les villes, les Estoniens pénétrant progressivement l'ensemble du tissu social. Simultanément, pour conter l'influence culturelle germanique à laquelle, ascension sociale oblige, ils avaient eux-mêmes succombé, la bourgeoisie estonienne, ayant repris espoir, suscitaient la fondation de gymnases (lycées) en langue nationale.

La grande guerre fournit d'abord aux patriotes l'occasion d'exprimer leur désir d'autonomie et le 26 mars 1917, 40 000 manifestants (de nombreux Estoniens et parmi eux beaucoup d'intellectuels habitent la capitale) réclament celle-ci devant le siège de la Douma à Petrograd. La volonté du Gouvernement Provisoire de rassembler toutes les énergies leur apporta d'ailleurs une certaine satisfaction en ce sens en réalisant l'unité administrative de l'Estonie (Loi du 30 mars 1917) et en remplaçant les conseils locaux dominés par les Allemands baltes par des conseils représentatifs du nouveau gouvernement russe.

Mais le Gouvernement Provisoire russe tergiversa et la débâcle de l'armée, l'arrivée au pouvoir de Kerenski, l'agitation ouvrière entretenue par les bolcheviques aidant, aucune suit

ne fut donnée aux projets de reformes. C'est dans ces conditions que, en novembre 1917, sentant l'heure venue, - le Gouvernement bolchevique venait proclamer le droit à liberté des peuples – le Conseil National Estonien (Maapäev) crée le 14 juillet 1917 décida de se déclarer « Pouvoir Suprême ». Pour les responsables estoniens, surpris par cette soudaine accélération de l'histoire, l'idée de l'indépendance, soutenue depuis quelque temps par le rédacteur du Postimees, Jaan Tõnisson venait de s'imposer.

Malgré l'absence de statistiques dans les dernières années du régime tsariste, le ministère de l'Intérieur estimait la population d'Estlandie et de Livonie du nord à 1 086 000 habitants, environ 13% de plus qu'en 1897, soit une augmentation bien moindre que dans les autres parties de l'Empire ; d'autre part l'émigration continuait. La répression de 1905-1906 avait provoqué de nombreux départs pour d'autres régions de la Russie : en 1917 environ 200 000 Estoniens vivaient hors des frontières des provinces baltiques, surtout dans la région de Pétrograd. A l'intérieur de ces frontières les Estoniens représentaient 90% de la population jusqu'à la guerre ; pendant le conflit le nombre des Russes augmenta notablement en raison des besoins de la métallurgie, tandis que celui des Allemands diminuait.

Le mouvement de la population vers les villes a continué pendant les deux premières décennies. En 1913 la population urbaine représentait 23% de l'ensemble. Le flux migratoire profitait surtout à Tallinn qui vit le nombre de ses habitants doubler en quinze ans : entre 1912 et 1916 elle accueillait chaque année 11 000 nouveaux habitants, dont beaucoup venaient de Russie ou de province proche. Dans la capitale le pourcentage des Estoniens passa de 72 à 58 entre 1913 et 1917.

Jusqu'à la guerre la bourgeoisie estonienne croît et prospère. En 1871 elle représentait 18% des possesseurs de biens immobiliers à Tallinn, en 1912 ils étaient 68%. Dans les campagnes, en 1871, elle possédait 4,5% de la valeur totale de la propriété immobilière, en 1906 elle en détenait plus de 50%.

La révolution de 1905 a profondément marqué le prolétariat urbain concentré surtout à Tallinn et à Narva. Ce prolétariat était multiethnique avec une majorité estonienne et russe ; il était très travaillé par les idées socialistes et révolutionnaires. De nombreuses grèves agitèrent ces villes entre 1905 et la guerre. Après une accalmie en 1914 et 1915, les grèves reprurent avec une violence et un caractère révolutionnaire comparable à ceux de 1905.

Partie II : de 1918-1940 la première République

La guerre de libération

Le 3 décembre 1917, appuyés par la garnison russe de Tallinn et les matelots de la flotte de guerre de la Baltique, les soviets locaux dissolvent le Conseil National Estonie « bourgeois » et s'emparent de pouvoir. La République Soviétique d'Estonie, petit sœur de celle qui vient de voir le jour à Moscou est née. Aussitôt une politique communiste est mise en œuvre par le PC sous la conduite de Viktor Kingisepp (1888-1922), comportant notamment une lutte implacable contre les « privilégiés » et la réquisition des terres des grands propriétaires qui donnent lieu à de multiples exactions.

Les Germano –baltes, menacés dans toutes leurs positions appellent alors au secours les troupes allemandes toujours présentes dans la région suite à la débâcle russe. Le 20 février 1918, la Reichswehr marche vers Tallinn et, le 24, profitant du désarroi bolchevique, le Comité de Salut Public (Päästekomitee) proclame l'indépendance d'une « république

démocratique » d'Estonie dans ses frontières « historiques et ethnographiques ». Victoire bien éphémère, le lendemain, les troupes allemandes occupent la ville et le 3 mars, le Traité de Brest-Litovsk entérine cette nouvelle domination.

Il convient à ce stade de rappeler que l'Allemagne, vaincue à l'Ouest, ambitionnait alors de se tailler de nouveaux territoires à l'Est (on parlait alors à Berlin de *Bodenpolitik* ou politique du sol^o en devenant « protectrice » des provinces baltes – le *Baltikum* – après avoir mis à leur tête des principes allemands. Cette implantation sur la Baltique orientale (*das Land Ober-Ost* = le pays du nord-est selon la terminologie allemande) devait selon von Ludendorff servir de zone de colonisation et de tête de pont pour la domination du commerce russe. Alors que la liberté avait paru si proche, c'est une totale germanisation qui commençait, les patriotes étaient emprisonnés et, à l'autonomie 1918, on semblait s'acheminer vers un rattachement pur et simple du pays au Reich de Guillaume II d'autant plus que les Alliés paraissaient voir dans la présence allemande un bouclier contre le bolchevisme.

En fait, la débâcle allemande à l'ouest réduisit ce projet à néant. Un retour des soviétiques et la lutte à la fois contre les corps-francs du général allemand Rüdiger von der Goltz et contre les armées blanches, tels allaient être les défis auxquels le nouveau gouvernement d'Estonie, établi en le 11 novembre 1918, allait encore avoir à faire face. Cette dure guerre de libération (3 600 morts) dura jusqu'au 31 décembre 1919 et aboutit au traité de paix de Tartu avec la Russie soviétique du 2 février 1920. L'Estonie était libre.

La première République

Le pays sortait exsangue et très endetté de la guerre et le gouvernement se trouvait devant la tâche immense de construire un Etat sur la base de régions – essentiellement agricoles – qui, pendant deux siècles, n'avaient existé qu'en fonction de l'empire et du marche russe alors que cet hinterland avec lequel l'Estonie avait vécu en symbiose devenait – en dépit des clauses favorables du traité de Tartu – subitement très difficile d'accès (entre 1925 et 1935, la part du marche russe dans les exportations tombe de 25% à 3%). La nouvelle république, dont les observateurs étrangers notent le caractère « paysan », se tourne vers Londres pour obtenir conseils et assistance.

L'exportation des terres des barons baltes, réputés ennemis de la nation du fait de leur attitude lors du conflit, est énergiquement réalisée. Il reste qu'on ne voit pas comment le pays vivra coupé de son environnement et certains suggèrent que les « impérialistes » étrangers n'avaient peut-être d'autre but que de faire du pays leur colonie agricole. Il est vrai que des usines fermèrent, mais finalement, après quelques flottements, la reconversion se fit sans trop de mal et le pays organisa progressivement son économie dans une relative autarcie autour de son marché national à reconstruire. Il fut même l'un des premiers Etats européens à sortir de la crise de 1929.

Cette réorientation ne se fit toutefois pas sans problèmes au plan social. Le développement du chômage redonna naturellement vigueur à la composante ouvriériste de la littérature estonienne et le « romancier prolétarien » A. Jakobson se fit, avec talent, le chroniqueur de la misère des masses dans *Vaeste patuste alev* (Pauvres pêcheurs, 1927).

Au plan politique, la situation se révéla plus délicate encore. Aux élections à l'Assemblée Constituante d'avril 1919, les principaux partis sont les sociaux-démocrates (41%), les travaillistes (30%), et les démocrates (25%) ; Les partis russes et l'allemand ayant

respectivement les 1 et 3 sièges. Mais la constitution parlementaire très démocratique du 21 décembre 1920. Ne fonctionna jamais correctement faute de tradition politique locales. De graves crises ministérielles secouèrent très tôt le pays (21 cabinets de 1919 à 1933), empêchant le gouvernement d'agir et ruinant sa crédibilité.

Rapidement, le chômage et l'installation croissent, les manifestations ouvrières, animées par les communistes (le parti communiste est interdit, Viktor Kingisepp, son principal dirigeant est exécuté en 1922), se multiplient. Le 1^{er} décembre 1924 un soulèvement d'inspiration communiste est durement réprimé ; la population commence à douter de ses institutions et l'idée d'un pouvoir fort fait son chemin dans les esprits.

La crise économique mondiale de 1929 accrut encore les tensions et bientôt, face au mouvement ouvrier, une organisation d'anciens combattants de type fasciste menée par le jeune juriste Artur Sirk (1900 – 1937) fit son apparition : la Eesti Vabadussõjalaste Liit ou « Ligue estonienne des Combattants de la Liberté ». Celle-ci, portée par une partie de l'opinion, élaborait finalement un projet de constitution autoritaire qui, l'agitation s'amplifiant, fut adoptée par plébiscite en octobre 1933.

Centristes et modérés se trouvaient pris sous les feux croisés des anciens combattants partisans d'un pouvoir musclé et des communistes regardant vers Moscou ; la situation paraissant sans issue et découragement gagnait. Le 12 mars 1934, utilisant un article de la nouvelle Constitution, le Président Konstantin Päts assisté par le général Laidoner, héros de la guerre d'indépendance, décida qu'il était temps « d'arrêter le jeu », proclama trop fascisante. Une République corporatiste (avec comme parti unique, la Ligue de la partie : Isamaliit) présentant des analogies avec celle de Salazar, était née, elle durera jusqu'à 1940 et pour beaucoup cette époque restera connue sous le nom de « ère du silence ».

Au plan culturel, assez homogène au point de vue de sa composition ethnique, la République d'Estonie dont la population, dans les frontières du pays était en 1917 de 1,4 millions de personnes, eut (jusqu'en 1934) soin de faire un sort juridique exemplaire à sa population allogène. Aux termes de la « Loi sur l'autonomie culturelle des minorités nationales » du 5 février 1925, sont ainsi considérées comme minorités ayant droit à l'autonomie la nationalité allemande, juive, russe et suédoise et, de façon, générale, tout groupe ethnique comprenant au moins 3000 membres, ce chiffre ayant été retenu pour permettre à la petite communauté juive d'en bénéficier.

En vertu de la loi de 1925, dans les limites de leur compétence, et sous réserve de l'approbation gouvernementale, les institutions autonomes d'une minorité nationale avaient le droit de prendre des « décrets réglementaires » obligatoires pour tous les membres du group. Selon la loi, les minorités bénéficiaient de l'instruction dans leur langue maternelle et d'institutions culturelles propres.

Le recensement de décembre 1922 faisait ressortir les groupes principaux suivants :

Estoniens : 1 000 000 (90%)

Russes 65 000 (5,8%)

Allemands 20 000 (1,8%)

Suédois : 7 000 (0,6%)

Lettons : 7 000 (0,6%)

Juifs : 5 000 (0,5%)

Autres : 7 000(0,6%)

La lois sur la nationalité estonienne

La loi du 27 octobre 1922 réglait les dispositions relatives à l'acquisition de la nationalité estonienne. 2tait déclaré citoyen estonien tout individu remplissant les trois conditions suivantes : être domicilié sur le territoire estonien à la date d'entre en vigeur de la loi ; avoir été sujet russe avant le 24 février 1918 et n'avoir pas opté pour une autre nationalité ; être inscrit sur une liste de communauté rurale ou urbaine ou sur la liste du corps de la noblesse résidant sur le territoire actuel de l'Etat estonien.

Pour acquérir la nationalité estonienne, la loi prévoyait trois moyens : la naissance sur le sol estonien, le mariage avec un citoyen ou une citoyenne de souche ou la naturalisation : il fallait pour cela être âgé 18 ans au moins, avoir résidé en Estonie depuis deux ans au moins et connaître la langue estonienne. Les ressortissants d'origine estonienne vivant dans d'autres Etats, avaient la possibilité de recouvrer la nationalité estonienne, s'ils le souhaitaient.

Au recensement de 1934, sur une population de 1 126 413 habitants, 94% parlaient l'estonien, 11,7% l'allemand, 8,54% le russe, 2% l'anglais, 0,5% le français, 0,3% le polonais et 1% d'autres langues.

La loi sur les minorités nationales

L'Assemblée législative vota le 5 février 1925 une « Loi sur l'autonomie culturelle des minorités nationales » qui complétait la Constitution. Forte de l'homogénéité de la population (les Estoniens représentaient en 1922 87,7% des habitants), l'Assemblée reconnut le droit à l'autonomie culturelle aux minorités nationales, c'est-à-dire aux groupes ethniques comprenant au moins 3 000 personnes. Cette législation très libérale donnait la liberté culturelle aux Russes (8,2% de la population), aux Allemands (1,7%), aux Suédois (0,7%) et aux Juifs (0,4%).

Les pertes civiles et militaires ont été importantes. On estime que la population était retombée de 1 086 000 habitants en 1916 à 1 059 000 en 1920, mais il ne s'agit que d'une estimation, car on ne sait pas si dans ce chiffre est comprise la population des deux régions annexées par le traité de Tartu. Le premier recensement national de 1922 donne 1 107 059 habitants, le second, en 1934, 1 126 413 et le troisième au 1 janvier 1939 1 134 000. Cette légère augmentation s'explique par l'immigration plutôt que par un solde positif des naissances par rapport aux décès. En effet le taux de natalité est l'un des plus bas d'Europe, peut-être en raison de la coutume estonienne de se marier tard (30 ans en moyenne pour les hommes, 27 pour les femmes), tandis que celui des décès reste important par suite de l'élévation de l'âge moyen de la population. Mais pendant l'indépendance près de 40 000 personnes d'origine estonienne qui habitaient l'URSS, sont rentrées « au pays », tandis que vers la fin des années 30 nombreux Allemands quittaient l'Estonie pour le Reich. En 1934, avec 88,2% d'autochtones, le pays était l'un des plus homogènes d'Europe sur le plan ethnique.

En raison des destructions, du chômage et la crise les villes ont vu leur population décroître. Pendant la guerre Tallinn passa de 159 000 habitants à 102 000, et en 1939 elle n'était remontée que jusqu'à 144 000. A cette date, outre la capitale, trois villes seulement dépassent 20 000 habitants : Tartu, Narva et Pärnu ; à peine un tiers de la population vivait dans les villes. Malgré le départ de nombreux Allemands, ceux qui restaient gardaient un poids économique important dans toutes les branches. Un quart environ des affaires et des sociétés leur appartenaient encore en 1936.

Partie III :de 1940-1991 le temps d'occupation

Le temps du malheur

Avec la crise internationale de 1939 et la signature du pacte Molotov – von Ribbentrop le 23 août 1939, l'Estonie, comme les autres Etats baltes, se trouve prise « en étau » entre l'Allemagne et l'URSS. Le 28 septembre 1939, alléguant la menace allemande sur la Baltique, Moscou impose à Tallinn – officiellement neutre, comme Riga et Vilnius, depuis le 16 novembre 1938 – la signature d'un Pacte d'assistance mutuelle, prévoyant une implantation militaire soviétique sur le territoire estonien. Prenant acte de cette nouvelle situation, Hitler entame aussitôt le rapatriement des 160 000 Volksdeutsche (Allemands de souche) d'Estonie en Allemagne.

Le 16 juin 1940, en vertu du pacte germano-soviétique, les troupes soviétiques pénètrent en Estonie, et immédiatement, prétextant qu'il convient d'écarter les politiciens « fascistes », la déportation du personnel politique commence ; le 30 juillet, le Président Päts est lui-même déporté à Oufa en Sibirie. Le parti communiste estonien, qui comportait alors seulement juste 133 membres, commence à se faire entendre bruyamment. En juillet toutes les organisations non-communistes deviennent illégales.

Le 6 août 1940, après un simulacre d'élections (81,6% de votants, 92,9% des suffrages pour le candidat unique communiste) l'Estonie est « acceptée » comme république soviétique ; exécution et déportations de masse d'« ennemis du peuple » s'ensuivent bientôt. Non contents de déporter les cadres de « l'Etat bourgeois » les Soviétiques arrêtèrent en masse tous les citoyens réputés avoir eu des contacts avec « l'étranger capitaliste ». L'élimination systématique des élites vise – comme dans les autres Etats baltes à briser la nation.

Un exode important se produit alors vers Suède (25000) et l'Allemagne (50 000). En juin 1941, en vertu du principe selon lequel les ennemis sont mes amis, les Allemands, qui envahissent le pays (armée de von Leeb), sont bien accueillis. Un mouvement de résistance droite (la Campagne Talpak, le Bataillon Hirvelaan et le groupe Erna notamment), apparu à la période précédente, entreprend alors une collaboration « anti-bolchevique » avec les nouveaux occupants qui, au début, suscitent – volontairement – de fallacieux espoirs de restauration de l'indépendance.

La Wehrmacht, puis la S.S., commencèrent alors, sans grand succès, à lever des formations militaires estoniennes à leur service. Le 1^{er} février 1944, la mobilisation générale était décrétée par les Allemands, de plus ou moins bon gré 38 000 hommes y répondirent. Pendant ces années, la population civile subit, elle, une oppression brutale (déportations, exécution...) tant de la part des nazis que de leurs séides locaux, les Juifs sont pourchassés et exterminés par les nazis. Il faut enfin signaler que quelques troupes estoniennes mobilisées en juin 1941 combattirent, entre 1941 et 1945 au sein d'un Corps de tirailleurs estoniens (20 000 hommes) de l'Armée Rouge ou furent employés dans des brigades de travail.

L'Estonie Soviétique

Les Allemands vaincus sur tous les fronts se retirent en désordre à la fin 1944, l'Armée Rouge pénètre de nouveau dans le pays qui retrouve alors avec une véritable panique sa situation antérieure de République soviétique. La minorité suédoise est précipitamment rapatriée vers la Suède et les derniers résidents allemands quittés le pays suivis par de nombreux Estoniens. Etant donnée l'ampleur de la collaboration, notamment militaire, avec les nazis, l'épuration

est brutale et les victimes très nombreuses (près de 40 000 déportés), mais la population non compromise avec les Allemands est au début plutôt plus épargnée que sous la précédente occupation soviétique.

Quelques années plus tard, une résistance vaine et désespérée à la collectivisation des terres entraînera en – 1948-1949 – un important vague de déportation (80 000). Simultanément des Estoniens communistes, citoyens de l'URSS – surnommés « Yestoniens » à cause de leur accent russe – reviennent en nombre.

Une résistance armée anti-soviétique (Metsavennad) se développa dès 1944. Celle-ci, n'ayant pas pu être éliminée vu son importance (10 000 hommes), contrôla durablement des larges secteurs du territoire estonien. Attendant toujours une hypothétique assistance occidentale, elle dura jusque dans les années 1950 époque à laquelle elle fut affamée et décimée par la collectivisation et l'interruption corrélative de l'aide fournie par les paysans patriotes. Le mécanisme usuel de « soviétisation » avec son mélange de désinformation, de censure, de terreur, de destruction culturelle et d'endoctrinement se développa sur une grande échelle dans un pays subitement coupé de toute communication avec le monde extérieur.

L'enseignement étant particulièrement surveillé par le nouveau régime une véritable « pédagogie de la haine sociale » fut instaurée. L'université, épurée, fut mise en service du processus d'intégration au monde soviétique, la langue estonienne, si importante pour le peuple estonien, perdit elle-même, sa prééminence au bénéfice du russe.

Langue et identité nationale

Suite à la perte l'indépendance, l'arrivée constante de nombreux allogènes surtout dans les instances du parti, les usines travaillant pour le « centre » (y compris des travailleurs forcés) et les administrations, vient éroder l'usage quotidien de la langue locale. Les chiffres suivants sont éloquentes à cet égard.

Année	Population	Autochtones	Russes	Autres
1959	1 197 000	74,6%	20,1	5,3
1970	1 356 000	68,2	24,7	7,1
1979	1 466 000	64,7	27,9	7,4
1989	1 565 000	61,5	30,3	6,4

Entre 1968 et 1970, le rythme annuel moyen d'entrée des immigrants était de 3 800 personnes ; de 1981 à 1985, cette moyenne atteignait 6 967, soit le double. Le processus de « dilution » de l'identité ethnique s'est encore accéléré au cours des années 1980 – les immigrantes s'assimilant de moins en moins – de sorte qu'au début des années 90, dans les grandes villes, notamment à Tallinn (61% de « migrants » selon la formule locale), la majorité de la population n'était plus estonienne ! Narva, à l'est du pays, était un cas extrême avec 96% de russophones.

Cette érosion linguistique « naturelle », souhaitée par Moscou, fut très longtemps complétée par mesures délibérées ; ainsi, en 1978 encore une directive pédagogique (confidentielle) énumérait 31 mesures devant permettre de substituer le russe à l'estonien. D'ailleurs, dans les écoles secondaires, les salaires des professeurs de russe dépassaient de 15% celui de leurs confrères des autres disciplines. En 1980, à la télévision estonienne, sur 35,3 heures d'émissions quotidiennes, 29,3 étaient en russe.

Société soviétique et conscience nationale

Au cours des terribles années 1945 à 1950 ou tout semblait perdu et où l'on ne pouvait faire confiance à personne, les Estoniens conservaient pourtant leur sentiment national et même le cultivait souvent en secret. Bon nombre de communistes estoniens des années 1940 revenus dans les fourgons de l'Armée Rouge en 1944, furent eux-mêmes par la suite éliminés pour cause de « nationalisme bourgeois ». En 1950, Nikolai Karotamm, Premier Secrétaire du parti, Arnold Veimer, Président du Conseil des Ministres, Eduard Päll et beaucoup d'autres dirigeants furent ainsi écartés pour « tendance droitières » ainsi que quelques centaines de fonctionnaires jugés nationalistes.

La reprise en main fut confiée au nouveau Secrétaire Général du PC estonien Johannes Käbin nommé en mars 1950 chaperonné par son adjoint, russe d'origine, comme dans les autres républiques allogènes : Konstantin Lebedev. Le début des années 50 fut particulièrement dur en Estonie, la guerre froide, la paranoïa de Staline, la résistance à la collectivisation encourageant les organes du pouvoir soviétique d'Estonie à une grande dureté (on estime que quelque 130 000 soldats soviétiques étaient alors stationnés en Estonie). La venue de migrants d'autres régions d'URSS fut largement encouragée. Le peuple estonien paraissait brisé, chacun ne pensant plus qu'à sa survie familiale.

La déstabilisation (1956) et la fin des années 1950 amenèrent un dégel dans la vie quotidienne et permit à un certain espoir de renaître. Les retours de Sibérie vinrent renforcer l'élément estonien dans la population (74,6% en 1959). Dès 1968, une dissidence de type soviétique et même nationaliste se manifesta mais l'occupation de la Tchécoslovaquie marqua le début d'une période d'intense découragement qui dura jusqu'en 1980. Suite aux accords d'Helsinki (1975) et au développement de Solidarnosc en Pologne, intervint un nouveau changement d'atmosphère. Le 23 août 1979 – date du quarantième anniversaire du pacte germano-soviétique – 45 Baltes signèrent un mémorandum demandant au Secrétaire Général de l'ONU de restaurer l'indépendance des trois républiques. Ce premier plusieurs autres notamment en matière d'écologie et denuclearisation. A l'automne 1980, de violentes révoltes étudiantes éclatèrent à Tartu.

La réaction des autorités fut brutale et les arrestations nombreuses, brisant le mouvement. Après ce faux départ, ce furent alors selon la formule de Rein Taagepera des « années de suffocation ».

Les pertes de la guerre, l'exil, les déportations avaient réduit la population locale de 18 à 19%. En 1945, la population estonienne de souche était estimée à 800/850 000 personnes, soit 94% de l'ensemble ; en 1950 elle était passée à environ 900 000, mais ne représentait plus que 76% de l'ensemble.

Face à l'immigration tournante, la population estonienne stable se sentait comme minorée, et elle l'était. Depuis 1955, avec la légalisation de l'avortement, le taux des naissances avait encore baissé (de 18 pour mille en 1953 il était passé à 15 pour mille en moyenne depuis 1696). Le taux des divorces avait augmenté, lui, de 8,1% en 1953 à 47,3 en 1980 ; les conditions de logement et l'alcoolisme en étaient les causes premières, comme elles étaient celles des avortements. Le contraste entre les deux groupes ethniques est révélé par les chiffres : en 1959 les Estoniens de souche représentaient 74,6% de l'ensemble de la population ; en 1979 ils n'étaient plus que 64,7%, tandis que les Slaves (Russes, Biélorusses, Ukrainiens) passaient de 22,1% à 30,1%. Cette tendance s'est encore aggravée à une époque

récente en raison du vieillissement de la population estonienne face à des immigrants plus jeunes. Si bien que dans les villes qui s'étendaient sans cesse, les autochtones avaient l'impression de vivre en pays étranger : Tallinn comptait en 1985 458 000 habitants, soit le tiers de la population totale du pays (dont 60% de migrants), Narva 109 000 (dont près de 95% migrants), Kohtla-Järve 76 000 et Pärnu 52 800 habitants.

Le réveil estonien

Après cinq années de « stagnation » brejnévienne, au milieu des années 1980, le mouvement reprit. En 1985 à l'occasion d'une mobilisation écologique contre la nuisance de mines de phosphore, on vit, encouragé par démocratiasia gorbatchévienne, s'ébaucher une union entre intellectuelles, communistes patriotes et masse populaire. En août 1987 les importantes manifestations d'Hirvepark (2 à 5000 personnes) contre le pacte Molotov-von Ribbentrop révélant l'ampleur du « réveil estonien », l'atmosphère changea. Il faut dire que le fait que la télévision finlandaise soit assidûment suivie en Estonie avait favorisé une maturation de la conscience politique de la population.

A la mi-mai 1988, le mouvement national se structura avec la naissance d'une organisation de masse intitulée Front Populaire d'Estonie. Du fait de la représentativité du Front sa revendication – portants alors essentiellement sur l'autonomie économique – se diffusent vite dans l'option et le parti communiste lui-même en reprend bon nombre à son compte. En juin, le Secrétaire Général du PC local, Karl Vaino, un Estonien de Russie installé par Brejnev (1978) est remplacé par Vaino Väljas, un Estonien de Estonie, ancienne ambassadeur d'URSS au Nicaragua. Un air d'espoir se reprend en dépit des difficultés matérielles et une forme d'allégresse s'empare de la société estonienne. Sous couvert de Perestroïka, le Front, en avance sur ses homologues de Riga et Vilnius, demande une complète réforme économique comportant notamment la propriété du sol par la République, la libéralisation du système des prix, la réforme du droit de propriété et la rédaction un code de commerce.

La révolution chantante

Pendant la seconde moitié de 1988 les manifestations en faveur de la liberté se multiplient ; ainsi, le rassemblement du 11 septembre 1988 réunit à Tallinn au « Pré des Chansons » - haut lieu du patriotisme estonien – quelque – 250 000 personnes, un cinquième de la population de la République. Pour la première fois des orateurs osent réclamer la « souveraineté internationale » de la République.

Déjà d'importants résultats ont été obtenus : le dernier prisonnier politique a été libéré, 25% de la production des entreprises estoniennes sont revenues à la République, l'estonien est devenu la langue de travail des instances dirigeantes du PC local et le drapeau de l'indépendance est reconnue comme « drapeau du peuple ». Progressivement, le mouvement s'étend et la population prend confiance en elle-même.

C'est alors que le 16 novembre 1988, par une démarche historique, le Parlement de Tallinn adopta à mains levées (254 oui, 7 non) un texte - - préparé en commun avec les experts du Rahvarinne – proclamant la « souveraineté » de la République. Désormais, les lois votées à Moscou n'entreront en vigueur en Estonie qu'après approbation par le Parlement local et le statut futur du pays devra « être déterminé par un traité d'union » avec Moscou.

Depuis le début de la Perestroïka, Moscou avait voulu voir dans les Estoniens les « meilleurs élèves » de la casse et avait volontiers toléré leurs manifestations de nationalisme. A partir de ce moment cependant il apparaît au Kremlin que les choses vont trop loin, un coup de semonce s'impose. La réaction nuancée, du Kremlin déclarant inconstitutionnel le vote des députés estoniens et convoquant d'urgence leurs responsables à Moscou rassure les animateurs du Fond qui, malgré leurs bonnes relations avec l'équipe de Gorbatchev craignaient le pire.

Des développements parallèles interviennent dans les deux autres républiques baltes. Une étroite collaboration s'instaure entre les mouvements démocratiques des trois Etats. Les intellectuels démocrates russes voient dans les Baltes des modèles.

Confrontation Front Populaire/Interfont

Dès 1988, le développement fougueux de l'expression nationale estonienne et la prise de mesures favorables à une plus grande liberté nationale pour le peuple a commencé à inquiéter sérieusement tant les « migrants » de la région que Moscou. Pour faire contrepoids au Front Populaire, le KGB a alors « facilité » la création le 19 juillet 1988 d'une organisation ad hoc appelée mouvement internationaliste ou Interfont qui, se réclamant d'une base ouvrière, était censée faire entendre la voix du « peuple travailleur ». En vérité, cette organisation – comme ses homologues lettons et lituaniens – servait de porte-voix aux forces conservatrices russes et intervenait dans les usines contre les nationalistes au nom de l'internationalisme prolétarien et de la langue russe. L'Interfont disposait de moyens tant en hommes qu'en argent et son action s'amplifiait à mesure que grandissait chez les migrants de base la crainte de devoir un jour quitter ce pays où l'on vivait mieux que dans le reste de Union Soviétique.

Le 20 août 1988, le premier parti politique d'URSS (à part le PCUS) voit le jour : le très radical Parti Esonien de l'Indépendance Nationale : ENIP (Eesti Rahvusliku Sõltumatuse Partei). Fin 1988 le – plus modéré – Font Populaire à lui-même acquis une assise nationale et l'objectif de restauration de l'indépendance ont pris consistance. En décembre 1988 pour la première fois depuis 1945, Noël est célébré librement.

Le Parlement estonien adopte le 18 janvier 1989 une loi faisant de l'estonien la langue officielle de la République, le russe demeurant seulement « langue de communication entre des nationalités ». Le 24 février, des dizaines de milliers d'Estoniens se rassemblent pour commémorer, pour la première fois depuis la guerre, l'indépendance de la République. Ce même jour trois organisations politiques radicales appellent les citoyens de la République d'Estonie d'avant 1940 et leurs descendants à élire un parlement « alternatif » le Congrès d'Estonie (Eesti Kongress).

A mesure que la ferveur nationaliste monte au bord de la Baltique, Moscou multiplie les avertissements. A Tallinn, les migrants pourtant peu politisés s'agitent et des manifestations de l'Interfont réunissent jusqu'à 30 000 personnes. Le 26 mars 1989 les élections des délégués au Soviet Suprême de l'Union sont un triomphe pour les trois Fronts Populaires. Forts de ces succès électoraux, ceux-ci réunis en un « Bloc Balte », publient le 13 mai 1989 une plate-forme politique commune dont les points clés sont : transformation d'URSS en Union de Nations Souveraines et autonomie économique républicaine.

Le 23 août 1989, date anniversaire du pacte germano-soviétique, une chaîne humaine de 2 millions de personnes réunit les capitales baltes : le monde prend conscience du combat balte.

La tension continue de croître fin 1989, début 1990. Le 24 février 1990, les élections au Congrès d'Estonie plébiscitent les radicaux.

La marche à l'indépendance

Le 11 mars 1990, le Parlement de Vilnius (Lituanie) proclame le retour à l'indépendance, les Estoniens brûlent de faire de même. Le 30 mars, suivant l'exemple lituanien, le Parlement, annonçant la disparition de la RSS d'Estonie, choisit le divorce avec Moscou, après une période probatoire. M. Gorbatchev qui manifestement saisit mal la situation, s'énerve. Moscou déclare les trois déclarations d'indépendance baltes illégales et commence un blocus de la Lituanie (18 avril 1990).

Entre avril et l'automne 1990, on observe une cristallisation parlementaire autour d'un certain nombre de grands mouvements populaires : le Rahvarinne, l'Union des Collectifs de travailleurs, les Verts, l'Inerfront. Les deux premiers, représentant le mouvement indépendantiste, occupent alors la grande majorité des sièges.

A partir de cette époque, on entre dans une phase rapide d'évanouissement progressif des symboles de la présence soviétique en Estonie. Le 8 mai, les emblèmes de la République d'Estonie sont restaurés. Quelques jours plus tard (15 mai) une tentative d'occupation du Parlement par les anti-indépendantistes échoue. Recherchant désespérément des alliés. Gorbatchev s'est en effet rapproché des « durs », partisans d'une réaction musclée sur le « front balte ». Une intervention militaire paraît se préparer.

Un bras de fer ponctué d'avancées et de reculs oppose Gorbatchev et les Baltes – alors menés par Vilnius – à Moscou. La Russie de Eltsine, en conflit avec le pouvoir soviétique, reconnaît l'indépendance estonienne le 12 janvier 1991. Le lendemain, l'attaque russe a lieu et la tuerie de la tour de télévision de Vilnius réveille l'opinion pourtant plus préoccupée de l'occupation du Kuweït par l'Irak. Le 3 mars un « référendum » concernant l'indépendance donne 77,8% de « oui » : l'opinion, Russe compris, a clairement choisi le camp de l'ERSP (Parti Esonien de l'Indépendance National). Un compromis entre le Congrès d'Estonie et le Conseil Suprême permet de reconnaître de nouveau parlement comme l'héritier de ce dernier, évitant ainsi une sérieuse crise politique. Concession aux nationalistes, la citoyenneté sera définie selon leurs vœux, écartant ainsi des urnes la masse des russophones.

Avec le putsch manqué d'août 1991, l'histoire accélère brusquement et, profitant de ce que Gorbatchev est momentanément (19-21 août) écarté du pouvoir par un « quateron » d'apparatchik staliniens, les Baltes se déclarent pleinement souverains. Cette décision prise très vite alors que Moscou se trouvait en état « d'empêchement » arrange bien les Occidentaux qui, sans fâcher leur ami Gorbatchev s'empressent d'accepter le fait accompli. Le 6 septembre l'Union Soviétique reconnaît les indépendances baltes.

PARTIE IV : Le début du temps de l'Indépendance

Les premiers temps de l'indépendance

Aussitôt l'indépendance récupérée, les gardes frontières s'installèrent à Narva et le Conseil Suprême estonien décréta de nouvelles élections municipales dans les villes qui avaient soutenu le putsch de Moscou. A Tallinn, la dernière statue de Lénine était déboulonnée alors

que les principales personnalités symbolisant l'occupation prenaient le chemin de l'est. Soutenant nettement l'indépendance, un large Mouvement Démocratique Russe voyait rapidement le jour (30 août 1991). Simultanément, des négociations s'engageaient avec Moscou pour le transfert pratique des leviers de command et de gestion (personnel technique d'aéroport, gardiens de prison, employés d'émigration etc.). Après une si longue attente, le miracle s'était produit, la liberté revenait. La joie aurait dû être au rendez-vous.

Et pourtant, en dépit de l'antériorité de la démarche indépendantiste estonienne et du relativement bon degré de préparation du pays aux vertiges de la liberté, les premiers temps de celle-ci furent en Estonie ceux d'un coup de cafard national. La comparaison de l'état réel de leur pays avec l'Occident et non plus avec l'Union Soviétique, une grave crise énergétique, le rationnement du pain, le manque de chauffage, un sentiment d'isolement, contribuèrent à déboussoleur un peuple fatigué et dénutri par une longue lutte.

En juin 1992, par un acte courageux que nombre d'observateurs estimaient prématuré, le gouvernement estonien, rompant avec la zone rouble et ses difficultés, introduisit sa propre monnaie la couronne.

Début d'une vie politique nationale

Au plan politique, le premier événement marquant fut la transformation du noyau central du Rahvarinne en Parti Estonien du Centre – Eesti Keskerakond. (4 septembre 1991) par le Premier Ministre Edgar Savisaar. Après la démission (23 janvier 1992) du Premier Ministre « politique » Edgar Savisaar et son remplacement par le « gestionnaire » Tiit Vähi, les débats politiques se cristallisèrent autour de la nature de la future structure constitutionnelle. Une différence radicale opposait les libéraux et les conservateurs – partisans d'un système parlementaire – aux ex-communistes favorables à un système de pouvoir central fort. Le projet de texte soumis au referendum le 28 juin 1992 était un compromis comportant un Parlement unicaméral fort (Riigikogu) et un Président doté d'assez larges pouvoirs, élu au suffrage universel indirect (Exceptionnellement suffrage universel direct au premier tour de 1992).

Le projet gouvernemental fut adopté à une large majorité et la nouvelle constitution entra en vigueur le 3 juillet 1992. C'est donc dans ce cadre que se déroulèrent l'élection législative présidentielle (20 septembre 1992) qui constituèrent une chambre largement dominée par les nationalistes conservateurs et, après un premier tour favorable au parti du « perte de l'indépendance » A.Rüütel, le Kindel Kodu (Un foyer sûr), portèrent l'écrivain, ethnologue et cinéaste Lennart Meri à la présidence de la République.

Ces élections se déroulèrent sans la participation de quelques 600 000 russophones écartés des urnes, car non-citoyens en juin 1940. Le 18 juin 1993, le vote de la loi sur la langue et le 8 juillet 1993, l'adoption de la loi sur les étrangers entraînaient une levée de boucliers de la part de ces mêmes russophones s'estimant discriminés. Craignant une déstabilisation de leur pays surchargé de « minorités » à la fidélité parfois douteuse, les Estoniens avaient (comme les Lettons, mais, contrairement aux Litvaniens, partisans de « l'option zéro ») choisi de ne donner la citoyenneté qu'à ceux des résidents qui en feraient la demande et en fonction de critères de résidence et d'un examen portant sur la maîtrise de la langue estonienne.

Les régions et du pays, majoritairement russophones (Narva et Sillamäe notamment) revendiquèrent à l'occasion du vote de la loi sur les étrangers une autonomie territoriale. Leur

demande – malgré l'organisation en juillet 1993, d'un « référendum » en ce sens à Narva et à Sillamäe – demeure sans réponse de la part de Tallinn qui craignait une démarche séparatiste.

Le 17 octobre 1993, les élections municipales, premier scrutin ouvert aux non citoyens représente alors 38% de la population depuis l'indépendance, donnèrent à ceux-ci l'occasion de se faire entendre. Dans les régions à fort peuplement russe, ce vote constitua une volée de bois vert pour la coalition Pro Patria au pouvoir. A Tallinn, les partis russes et à Narva le Parti Démocratique du travail, animé par V. Våljas ancien secrétaire général du PC estonien, et l'Union des Syndicats se taillèrent la part du lion. Certains parlèrent alors de retour au communisme.

Au cours de derniers mois 1992 et jusqu'à l'automne 1994, le gouvernement du libéral Mart Laar mena une politique thatcherienne de déréglementation et de dénationalisation. Foin de précautions, la société économique fut allégrement bouleversée à la hussarde. A l'automne 1994, critique pour une prétendue vente de roubles lors de la réforme monétaire, Laar démissionna, Andres Tarand le remplaçant avec le soutien des sociaux-démocrates. Suite aux élections législatives du 5 mars 1995, il céda lui-même la place au centriste Tiit Vähi (Pari de Coalition : centre droit allié avec le parti du peuple rural d'Arnold Rüütel) qui, jusqu'en octobre 1995 mena un gouvernement de coalition avec le Pari du Centre (centre gauche) affaire d'écoutes illégales, Vähi se succéda à lui-même en novembre 1995 à la demande du Président Meri et forma un gouvernement de coalition avec S. Kallas, Président du Parti de Réformes. Avec quelques nuances, la même politique libérale, notamment en matière économique, fut poursuivie. Dans son ensemble la vie politique estonienne, pour demeurer « droitrière », se garde des extrémistes et, en dépit des affaires, donne dans l'ensemble une impression de respectabilité à la finnoise.

Les élections présidentielles qui se sont tenues entre août et octobre 1996, ont opposé le sortant Lennart Meri (sans parti mais soutenu par Pro Patria) à plusieurs candidats dont Arnold Rüütel (Parti du peuple rural). Le nouveau Président n'ayant pas au premier tour été élu par Parlement l'a été au second tour le 20 septembre 1996 par un collège électoral spécial composé des députés du Riigikogu et d'élus locaux.

Les russophones d'Estonie

Selon le recensement soviétique de 1989, près de 40% de la population de l'Estonie était russophone. Si l'on considère que la petite population russe des années trente a largement été décimée par la guerre ses suites, on voit qu'il s'agit pour l'essentiel d'un peuplement d'origine soviétique. Arrivés depuis 1945 pour « reconstruire le pays », les Russophones d'Estonie sont concentrés dans deux urbaines, Tallinn d'une part, l'extrême nord-est du pays d'autre part. Il s'agit pour l'essentiel de population modestes, vivant dans des milieux ouvriers demeures presque exclusivement russophones. Il s'y ajoute un contingent de retraites administratif soviétiques. Le gouvernement de Tallinn a créé un Fond d'émigration destiné à aider les Russophones qui désirent partir à la faire. Le succès est demeure modeste.

Dans une première période (1991-1992), les étaient souvent opposés à l'indépendance et espéraient le retour d'une sorte d'URSS. Aujourd'hui, ils ont en majorité acceptée l'indépendance et sentent presque chez eux dans l'Estonie nouvelle. Cependant, dans l'ensemble, après avoir fait confiance aux propos fraternels du Rahvarinne, ils sont déçus par les conditions de l'indépendance et par l'évolution de la classe politique du pays vers un ethno-nationalisme. Ils restent plutôt entre eux et regrettent un peu le « bon temps

soviétique » ou ils étaient dominants dans la société. Cette évolution des mentalités n'a guère changé leur volonté de rester dans le pays mais a accru le désir d'en acquérir le cas échéant la citoyenneté. Assez marqués d'ailleurs par le sens estonien de l'organisation, ils se sont, plus vite qu'en Lettonie, structurés en un grand nombre d'organisations représentatives dont, pour les titulaires de la citoyenneté estonienne, plusieurs partis politiques d'opposition.

Les deux principaux sont le Parti du peuple unifié créé en octobre 1994 par l'Assemblée représentative des Russophones d'Estonie et présidé par Viktor Andreyev, d'une part, et d'autre part le parti de Parti Russe en Estonie, créé en octobre 1994 par la Ligue Russe de Sergei Kouznetsov. L'Union russe d'Aleksei Zybin s'y est ralliée. Le second se veut un parti russe d'Estonie, alors que le premier se considère comme un véritable parti estonien.

La question des russophones est très délicate puisque les immigrés russophones ont été près de 400 000. Parmi eux environ 100 000 ont choisi au 1 janvier 1997 de devenir des citoyens estoniens à part entière ; d'autres, environ 135 000, ont opté pour la citoyenneté russe tout en restant dans le pays : ils y jouissent de tous les droits reconnus aux étrangers. Mais la grande masse des immigrés près de 200 000 n'a pas choisi et, semble-t-il, hésite à choisir. En réponse à une demande du Conseil de l'Europe, l'Estonie a adopté en juin 1993 une loi accordant aux ressortissants étrangers et aux apatrides le droit de participer aux élections locales, mais pas celui d'être éligibles. Le refus de l'éligibilité s'appuie sur la crainte, fondée, que les apatrides ou les étrangers ne forment une sorte de contre-pouvoir dans le pays. En outre se pose la question de leur passeport et de leurs garanties civiques et juridiques. En janvier 1997, le Conseil a de nouveau demandé que soit facilité l'apprentissage de l'estonien pour la minorité russophone. En fin des années 90 les naturalisations de Russes se sont au rythme environ de 2000 par mois.

Relations extérieures : une envie d'Europe

Durant l'année 1993 et le printemps 1994 de difficiles négociations se déroulèrent avec Moscou en vue de l'évacuation des dernières troupes russes stationnées dans le pays. La pression américaine aidant, un accord fut finalement conclu, prévoyant le départ des 2000 derniers soldats au 30 août 1994. Pour renforcer leur sécurité, les autorités estoniennes effectuèrent simultanément un rapprochement rapide avec l'Europe occidentale. Adhésion au Conseil de l'Europe, signature de programme de « partenaire pour la paix » de l'OTAN et association à l'UEO et à l'UE constituent autant de jalons sur cette voie.

A la date prévue, les dernières troupes russes quittent le sol estonien. Ce départ, pour symbolique qu'il soit, est, pour l'Estonien, le témoignage de leur liberté retrouvée. Le principal obstacle à un réchauffement des relations avec Moscou paraît levé. Hélas les difficultés persistent. Le Parlement estonien tarde à ratifier l'accord sur les retraites militaires russes demeurées en Estonie et Moscou persiste à imposer des droits de douane exorbitants aux exportations estoniennes. Par ailleurs, la querelle concernant la reconnaissance du traité de paix de Tartu (1920) et le tracé de la frontière commune n'évolue guère et Moscou continue à stigmatiser le sort fait aux russophones en Estonie et pèse de tout son poids pour empêcher l'Estonie de travailler en vue de l'élargissement de l'OTAN vers l'Est.

Le 13 mai 1993, l'Estonie devient membre du Conseil l'Europe et le 3 février 1994, elle signe le programme de « partenariat pour la paix ». Le 12 juin 1995, l'accord d'association avec l'Union européenne est signé. Désormais, tout les regards se tournent vers Bruxelles.

Un petit dragon européen

Le 19 avril 1994, le Financial Times présentait sous le titre « Small is beautiful » une étude consacrée aux impressionnants succès de l'économie estonienne. Et il est de fait que, moins de trois ans après le retour à l'indépendance, les performances de l'économie estonienne paraissaient déjà assez remarquables. Après avoir connu une chute de quelque 40% de PIB par rapport aux résultats de 1990 au cours des années 1992 et 1993, la dégringolade était enrayerée et un certain décollage était même enregistré (5% de croissance du PIB en 1994, 6% en 1995).

Rondement menée par l'Agence esonienne de privatisation, la « petite » dénationalisation est pratiquement terminée. Dans le même temps de nombreuses nouvelles petites entreprises apparaissent et l'on assiste à un afflux régulier d'investissements étrangers notamment en matière d'industrie légère. L'Estonie est ainsi en passe de devenir l'atelier de sous-traitance d'une bonne partie de l'Europe du nord.

L'inflation très fort du temps du rouble fut beaucoup freinée (35,6% en 1993) par l'introduction rapide de la couronne estonienne (8 EEK pour un DM) en juin 1992 (celle-ci fut maintenue à 47% en 1994 et 27% en 1995). Simultanément le chômage (officiel) demeure contenue à 2% de la population active (mais il est de 6,4% à Narva) et le déficit croissant de la balance commerciale.

Cette série de résultats positifs a valu à Tallinn les félicitations d'un FMI à l'origine sceptique sur les chances de succès de la réforme monétaire.

Pour atteindre ces résultats, les dirigeants estoniens ont dû rien moins que transformer ce qui n'était qu'une annexe de la région de Leningrad en un petit « dragon » indépendant et dynamique. Un chiffre est révélateur à cet égard ; si, en 1990, 90% du commerce se faisait avec le reste de l'URSS, ce pourcentage est tombé à 17% en 1995 et la décroissance cette poursuite.

Selon Mart Laar, ancien Premier Ministre, en dehors de la privatisation, l'une des causes de ce succès doit être cherchée dans l'adoption précoce par Tallinn d'une série de législations modernes et adoptées (notamment une constitution parlementaire, une loi sur la faillite des entreprises etc.), une liberté de rapatriement des bénéfiques, une fiscalité simple, (taux unique de 26%), une devise solide (en partie gagée sur les fortes du pays), gérée par une instance monétaire indépendante de la banque centrale ainsi que l'introduction de la TVA. Des traités d'union douanière avec les autres états baltes et avec les pays nordiques ont concouru à attirer les investisseurs étrangers. Même si on note actuellement un tassement, les experts estiment que le dévoilement de l'économie estonienne devrait continuer sur sa lancée avec un taux de croissance de 3% en 1996.

Conclusion

Quel avenir pour l'Estonie ?

Les Estoniens sont un peuple patient et endurant, leur histoire le prouve. Ils ont supporté pendant des siècles le poids des occupations étrangères et de leurs ambitions rivales, jusqu'à ce que se produise la prise de conscience de leur nationalité au XIX^e siècle. Ce peuple endurant est aussi un peuple courageux. La liberté ne lui a pas été donnée, il l'a arrachée à ses deux grands voisins dans une lutte sanglante pendant la Première Guerre mondiale.

Les vingt années de la première indépendance ont démontré combien il était difficile à un petit peuple sans traditions démocratiques d'élaborer un régime qui concilie la justice et la stabilité ; elles ont laissé malgré tout dans la mémoire collective l'image un peu idyllique d'une nation heureuse parce que maîtresse de son sort.

L'indépendance a été de nouveau retrouvée après 45 ans de pouvoir soviétique, mais dans des conditions bien différentes de la première, tant sur le plan politique que sur le plan démographique.

Parce qu'elle a survécu aux dix premières années de sa nouvelle liberté, l'Estonie doit être confiante dans l'avenir. Elle peut se flatter de sa reconversion économique qui offre de bonnes perspectives, même si des difficultés subsistent. La question non résolue des apatrides ne devrait pas l'ébranler. Il est probable que la plupart d'entre eux s'assimileront, difficilement et à contrecœur pour les générations âgées, facilement pour les jeunes qui apprendront la langue, surtout si le développement économique devient vraiment attirant et offre, plus qu'en Russie, des perspectives d'activités.

Mais c'est en lui-même que le peuple estonien recèle la plus grande menace. Il vieillit et ne se renouvelle pas. Comme on l'a vu, le pays a connu le plus souvent un faible taux de naissances ; mais ce qui n'était pas trop grave quand la population était ethniquement presque « pure », peut devenir redoutable, lorsque coexistent sur le même territoire deux communautés aux aspirations différentes.

De toute façon, la géographie commande. L'Estonie restera toujours située entre deux grands ensembles. Hier, neutre avec la Lettonie et la Lituanie, elle a été écrasée entre le Reich allemand et l'URSS. Aujourd'hui, c'est en consolidant les liens encore trop tenus de la solidarité baltique et en s'intégrant à l'Union européenne qu'elle peut espérer échapper à la fatalité.

Bibliographie

Yves Plasseraud « Les Etats baltes », Montchrestien, coll . «Clefs politiques », Paris, 1992, 2^e éd., Paris, 1996

Suzanne Champonnois et François de Labriolle « L'Estonie », éd . Karthala, Paris, 1997

www.ee , NETI, RIIK

www.statistikaamet.ee

www.vmf.ee